

Élie Barnavi

Aujourd'hui,
ou peut-être jamais

*Pour une paix américaine
au Proche-Orient*

André Versaille éditeur

Oslo, une révolution gâchée

La promesse...

Curieusement, rien de grand ne se passe au Proche-Orient à l'initiative des Américains, rien de grand ne s'y accomplit sans leur intervention. Déjà, le voyage d'Anouar el-Sadate à Jérusalem avait désagréablement surpris le président Carter, qui avait mis au point, lui, un plan grandiose de règlement de l'ensemble du contentieux israélo-arabe, Syriens et Palestiniens compris. Pis, l'initiative du raïs égyptien était censée précisément contourner son plan. Mais il a su surmonter ce mouvement d'humeur et, sans lui, le gambit héroïque de l'Égyptien aurait débouché sur le néant. À Camp David, il a accouché au forceps de l'accord de paix entre Israël et la principale puissance arabe. Cette paix, ce fut son œuvre et la grande affaire de sa présidence.

Quinze ans plus tard, il en fut de même pour Oslo. Comme Jimmy Carter et son administration, Bill Clinton et la sienne furent pris de court, à l'instar d'ailleurs des dirigeants israéliens de l'époque, Yitzhak Rabin et Shimon Pérès. Ce formidable coup diplomatique fut le travail d'une poignée d'intellectuels israéliens proches de ce dernier et de quelques émissaires palestiniens de second rang qui l'ont concocté dans le plus grand secret, sous couvert de colloques académiques. Là encore, passé le premier moment de stupeur (et de mauvaise humeur), Clinton prit l'affaire en main. Et ce fut la fameuse poignée

de main échangée par le Premier ministre d'Israël et le président de l'Organisation de libération de la Palestine sur la pelouse de la Maison-Blanche et la reconnaissance mutuelle historique qu'elle illustre à la face du monde. Le « processus de paix » entamé à Madrid dans la foulée de la première guerre du Golfe par la volonté du président Bush Sr. semblait enfin tenir ses promesses.

... et comment l'enterrer

Qu'est-ce qui a cloché ? On peut gloser jusqu'à plus soif sur la responsabilité des uns et des autres ; et il est vrai que tous, Israéliens, Palestiniens, Arabes et « communauté internationale », c'est-à-dire les Américains, ont chacun leur part de responsabilité dans l'échec de ce qui paraissait si bien commencé. On peut se lamenter sur le sort tragique de Rabin ; et il est vrai que, contrairement à ce que je pensais à l'époque, l'assassinat de l'homme qui portait sur ses larges épaules le fardeau du processus de paix lui a porté un coup fatal. Cependant, afin de ne pas recommencer éternellement les mêmes erreurs, mieux vaut aller droit à l'essentiel et démonter la mécanique de l'échec qui était tapie au cœur même des accords d'Oslo. Oslo a échoué parce qu'il était illisible, privé d'objectif et incontrôlé. De la plus vénielle à la plus mortelle, ce sont ces trois tares congénitales qui ont scellé son sort.

Qui se donne la peine de relire les différents documents qui jalonnent le chemin tortueux du processus d'Oslo est

saisi de vertige, tellement ils s'empilent les uns sur les autres, se conditionnant et en étant à leur tour conditionnés, dans un enchaînement où seule Nyx, la méfiante déesse de la nuit, pourrait y retrouver ses petits. Le premier, la Déclaration de principes, signée à Washington le 13 septembre 1993, instaure un mécanisme compliqué de négociations et jette les bases d'une autonomie palestinienne temporaire de cinq ans. Le deuxième, l'Accord de Jéricho-Gaza du 4 mai 1994, investit la nouvelle Autorité nationale palestinienne de certains pouvoirs limités, censés la rendre apte à mettre en œuvre l'autonomie prévue par le premier. Le troisième, l'accord intérimaire sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza, dit « Accord de Taba », signé lui aussi à Washington le 28 septembre 1995, prévoit les premières élections du Conseil législatif palestinien et, surtout, un découpage kafkaïen des territoires palestiniens en trois zones : sous contrôle exclusif palestinien (zone A), sous contrôle israélo-palestinien (zone B) et sous contrôle exclusif israélien (zone C). Si le diable est dans les détails, c'est parce qu'il s'y complaît.

Plus grave encore est le manque d'objectif clair d'une négociation aux principes flous, dont seul le cadre temporel se trouve à peu près fixé. Or, au Proche-Orient, cinq ans, c'est à la fois rien et très long. Quel en était le but ? La paix, bien sûr, mais encore ? Sur quoi devait déboucher l'autonomie palestinienne ? Sur un État souverain ? Peut-être, mais ce n'est pas dit. Israël ne promettait rien, pas même l'arrêt de la colonisation. Les Palestiniens, eux, promettaient bien, par un engagement écrit formel de Yasser Arafat, la renonciation définitive à la

probable qu'il en a lui-même été surpris et qu'il n'a pas cru pouvoir, ou pas voulu, la juguler. Là encore, peu importe. Toujours est-il que, désormais, le fracas des armes couvre la voix des diplomates.

La paix introuvable

La pierre philosophale : les paramètres Clinton

Le 23 décembre 2000, le président des États-Unis présente aux délégations israélienne et palestinienne qu'il a convoquées à la Maison-Blanche dans un suprême effort pour arracher la paix, un nouveau plan global, resté dans l'histoire sous le nom des « paramètres Clinton ». Pour lui comme pour Barak, c'est évidemment la dernière chance. George W. Bush, élu 43^e président des États-Unis, va prêter serment dans moins d'un mois. Barak, chef d'un gouvernement minoritaire, a déjà annoncé sa démission et nul ne doute qu'il subira une défaite cuisante aux élections générales prévues pour le 6 février. C'est la dernière chance pour Arafat aussi, mais lui ne le sait pas encore.

S'il faut s'arrêter sur ces paramètres, c'est parce qu'ils constituent la base obligatoire de tout accord éventuel entre Israël et les Palestiniens. C'est d'ailleurs ce que le Président explique à ses interlocuteurs : c'est à prendre où à laisser, leur dit-il en substance. Il ne s'agit pas d'un catalogue de propositions de plus, à débattre dans d'innombrables palabres, mais d'un ensemble cohérent de principes à traduire dans le langage juridique d'un traité de paix.

Et il attend une réponse ferme avant le 27 décembre. À prendre ou à laisser. Ces principes, les voici :

Les frontières. Un État palestinien souverain sur 97 % des Territoires, les 3 % restants, qui représentent les blocs de colonies à annexer par Israël, étant compensés par un échange territorial, y compris un passage sécurisé entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza sous souveraineté palestinienne.

Jérusalem. La ville serait divisée pour constituer les capitales des deux États, respectivement Jérusalem et Al-Quds, en vertu d'une règle simple : « Ce qui est juif à Israël, ce qui est arabe, aux Palestiniens. » Le mont du Temple/Haram es-Sharif serait sous souveraineté palestinienne, le Mur des Lamentations et, dans les entrailles du mont, un lien symbolique au Saint des Saints, relèveraient de la souveraineté israélienne.

Réfugiés. Le droit au retour des réfugiés palestiniens s'exercerait dans « la Palestine historique », mais sans mention d'un « droit au retour spécifique dans l'État d'Israël ». Celui-ci pourrait cependant en admettre souverainement un certain nombre, à titre humanitaire. Un fonds international conséquent serait mis en place pour indemniser les réfugiés et aider ceux qui le souhaitent à rester dans leurs lieux de résidence ou à s'installer ailleurs.

Sécurité. Plutôt qu'un État totalement « démilitarisé », concept favorisé par Israël mais rejeté par les Palestiniens,

le document évoque un « État non militarisé », dont l'arsenal serait négocié avec Israël. Une force internationale remplacerait Tsahal dans la vallée du Jourdain. L'utilisation de l'espace aérien palestinien serait coordonnée avec l'aviation israélienne. Enfin, Tsahal disposerait, pour une période limitée, de trois stations de surveillance en territoire palestinien.

Simple, raisonnable et réaliste, car fondé sur les intérêts fondamentaux des adversaires – les fameuses « lignes rouges » –, ce plan n'a qu'un défaut : il arrive trop tard, lorsque son auteur n'a plus le temps de le leur imposer. Ehud Barak est un chef de gouvernement en sursis, qui a gaspillé tout son capital politique. Yasser Arafat, comme toujours, louvoie, voyage sans cesse, consulte, habille son incapacité à décider de formules alambiquées, résiste aux exhortations de ses « frères » arabes, saoudiens et égyptiens, qui l'invitent à ne pas rater une occasion historique. Manifestement, il attend la passation de pouvoir à Washington, naïvement persuadé qu'il obtiendra davantage du républicain Bush, qu'il imagine plus vulnérable aux pressions pétrolières, que du démocrate Clinton. Lorsque, le 4 janvier, les négociations reprennent, et échouent derechef à Washington, il ne reste plus au président américain qu'à établir le constat amer de son propre échec : désormais, déclare-t-il, tout sera du ressort de son successeur.

Mais ce sont ses « paramètres » qui servent de base aux pourparlers de Taba, en Égypte, du 21 au 27 janvier – la dernière tentative sérieuse de forcer le destin. Bush

vient d'être investi, et l'on sait déjà que le conflit israélo-palestinien est le dernier de ses soucis. Son principe ? ABC, « *anything but Clinton* ». Pourtant, là-bas, dans le Sinaï, on s'approche comme jamais d'un accord de paix. On échange des cartes, on confronte des pourcentages de territoire à échanger, on discute le nombre de réfugiés à être admis en Israël. Mais, comme l'admet le chef de la délégation palestinienne, Ahmed Qoreï dit Abou Alaa, « le patron [Arafat] ne veut pas d'un accord »². Et le temps politique de Barak est épuisé. Un bref moment, on évoque la possibilité d'une rencontre au sommet, à Stockholm, entre Barak et Arafat avant les élections israéliennes du 6 février. L'idée est aussitôt abandonnée. Une semaine plus tard, Ariel Sharon est élu Premier ministre d'Israël, avec une majorité écrasante de 62,5 % des voix, et son adversaire malheureux annonce sa démission de la Knesset comme de la présidence du Parti travailliste. Le 7 mars, Sharon est investi par la Knesset à la tête d'un gouvernement d'union nationale. Des trois protagonistes du « processus de paix », seul Arafat est resté, apparemment indéboulonnable.

Cependant, Clinton a laissé derrière lui un héritage précieux. Certes, il a commis des erreurs fatales. Il a tardé à s'impliquer comme il a fini par le faire. Il a manqué d'user de tout le poids de sa charge et de son prestige. Il n'a pas préparé son coup en sollicitant toutes les bonnes volontés, notamment arabes. Surtout, confronté à l'échec

² Shlomo BEN-AMI, *Scars of Wars, Wounds of Peace. The Israeli-Arab Tragedy*, Oxford University Press, 2006, p. 276.

Toujours est-il que le choix de ce que les Palestiniens appellent par euphémisme la « militarisation » de l'Intifada – en clair, le choix absurde du terrorisme – aura été tragiquement préjudiciable à la création de cet État-nation que l'Autorité palestinienne prétendait, et prétend toujours, bâtir dans les Territoires occupés. Il est peu probable qu'Arafat ait planifié l'explosion de violence qui a suivi l'échec de Camp David. Il l'a plutôt subie, puis, à son habitude, cherché à l'instrumentaliser, à la fois pour rétablir, par l'étalage de la brutalité de la répression israélienne, l'équilibre rompu à Camp David aux yeux d'une opinion publique internationale qui ne lui pardonnait pas d'avoir fait capoter la négociation, et pour maintenir vaille que vaille l'unité de son peuple.

Ce faisant, il a passé par profits et pertes une vérité universelle et trois aspects fondamentaux de la réalité proche-orientale. La vérité universelle est que l'unité est toujours illusoire, et qu'à vouloir la préserver à tout prix, on fait toujours le jeu des jusqu'au-boutistes. Les Israéliens en savent quelque chose : c'est la guerre qui unit ; la paix, elle, divise, toujours. Si Ben Gourion, encore lui, avait voulu maintenir coûte que coûte l'unité de son peuple, voire du camp sioniste, il n'y eût jamais eu d'État juif. En fait, toutes les grandes constructions étatiques modernes, depuis l'aube de la modernité politique au XVI^e siècle jusqu'à nos jours, sont passées par l'épreuve de la guerre civile, ouverte ou larvée, longue et dévastatrice ou réduite à un épisode bref mais violent. Tel a toujours été le prix du choix, comme du monopole sur la force légitime sans lequel il n'est pas d'État digne de ce nom.

Les réalités locales sont non moins contraignantes, mais nul, semble-t-il, ne s'est donné la peine de l'expliquer au leader palestinien, ses « amis » européens comme ses propres conseillers. D'abord, qu'il est absurde d'espérer faire lâcher prise à Israël par le terrorisme. Entité puissante, fortement armée et convenablement unifiée, Israël, sous l'assaut d'un adversaire qui frappe des innocents dans les rues de ses villes, s'arc-boute et réagit avec une violence décuplée. Obnubilé par l'exemple du Hezbollah libanais, qui avait réussi à bouter les Israéliens du Sud-Liban, Arafat s'est imaginé pouvoir en faire de même en Cisjordanie. Mais la Cisjordanie n'est pas le Sud-Liban, pas plus que les attentats-suicides à Tel-Aviv ne sont assimilables aux attaques contre les troupes d'occupation dans une région où la présence de Tsahal n'avait rien d'évident aux yeux des Israéliens eux-mêmes.

Ensuite, que le terrorisme aveugle allait inévitablement anesthésier jusqu'à l'insignifiance le camp de la paix israélien. Face aux kamikazes, les partisans du compromis historique avec les Palestiniens, leurs meilleurs alliés en fait, sont restés sans voix. Les manifestations massives en faveur de la paix appartiennent à un passé révolu, et le mouvement *La Paix maintenant* qui les orchestrait n'est plus que le comptable vétilleux de la colonisation des Territoires.

Enfin, si Arafat comptait sur la réaction des Occidentaux, notamment des Américains, il lui a fallu déchanter. C'était prévisible pour qui avait des yeux pour voir et un peu de jugeote pour comprendre. L'Europe, tiroir-caisse privé

d'existence politique sur la scène internationale, a assisté, désemparée et impuissante, à la destruction systématique des institutions de l'Autorité palestinienne et des infrastructures payées par ses contribuables ; l'administration Bush, surtout après le 11 septembre, a tôt fait par confondre dans une même détestation les terroristes de tout poil, internationalistes comme al-Qaïda ou nationalistes comme les brigades al-Aqsa.

L'Intifada « militaire » ? Une stratégie suicidaire, dont la responsabilité incombe, en proportion décroissante, aux organisations terroristes, à l'Autorité palestinienne qui leur a laissé la bride sur le cou en espérant en tirer profit, à ses amis arabes et européens qui, quoi qu'ils en aient pensé, n'ont pas su en imposer l'arrêt. Et à Israël, bien sûr, qui, en continuant à coloniser les Territoires, n'a cessé de donner à ses adversaires des verges pour se faire battre.

Rêvons un instant. Imaginons que les Palestiniens aient choisi d'autres formes de combat, que certains de leurs chefs préconisaient d'ailleurs en vain. Concevons une campagne de résistance passive, comme, par exemple, la grève des impôts, en vertu du principe « *no taxation without representation* » qui renvoie à une autre Intifada, celle qui a marqué les débuts de la Révolution américaine. Qui y eût été insensible, en Europe, aux États-Unis et, plus important, en Israël, où les esprits étaient de toute façon préparés à quitter les Territoires ?

Le choix du moindre mal : l'évacuation unilatérale

Parvenu au pouvoir en mars 2001 en pleine Intifada des mosquées et reconduit aux élections de janvier 2003, Ariel Sharon va changer radicalement la donne proche-orientale en inventant, ou en reprenant à son compte, peu importe, le concept de « désengagement unilatéral ». L'idée est lancée à l'automne 2003, approuvée par la Knesset l'année suivante et exécutée en août 2005. Les vingt-et-une colonies de la Bande de Gaza ainsi que quatre implantations du nord de la Cisjordanie sont évacuées *manu militari*.

Tactiquement, c'est une manœuvre géniale. Après des années de répression brutale qui a fait de Sharon une sorte d'Attila moderne, honni à travers le monde comme au sein d'une portion croissante de l'opinion israélienne, l'évacuation de la Bande de Gaza lui confère une respectabilité internationale et nationale inespérée, lui permet de museler l'opposition travailliste et le libère dans l'immédiat de toute pression, notamment américaine. Avec une remarquable candeur, Dov Weissglas, proche conseiller d'Ariel Sharon, se vante d'avoir trouvé une « méthode [pour s'assurer] qu'il n'y aurait pas de sablier » : « Je suis tombé d'accord avec les Américains, explique-t-il, tout fier, dans une interview (*Haaretz*, 6 octobre 2004), que certaines implantations ne seraient pas discutées du tout, et que d'autres ne le seraient que lorsque les Palestiniens se seraient mués en Finlandais... L'ensemble du paquet connu comme l'État palestinien a été enlevé de l'ordre du jour pour une période illimitée... Le désengagement nous procure la

quantité souhaitable de formol pour en finir avec le processus de paix avec les Palestiniens. »

Oubliées donc les obligations qu'imposait la « feuille de route » adoptée par le Quartet (ONU, États-Unis, Union européenne, Russie) le 30 avril 2003 : pour prix du « désengagement », la colonisation pourra se poursuivre à marche forcée en Cisjordanie et à Jérusalem, mieux, le président Bush endossera officiellement la thèse israélienne de la « croissance naturelle » des implantations ainsi que l'inévitabilité d'une modification du tracé de la frontière au profit d'Israël, modification censée prendre en compte les « réalités » sur le terrain. à la trappe l'accord de Genève de décembre de la même année, qui offrait un modèle complet de règlement du contentieux israélo-palestinien, et dont la menace, justement, n'a pas été pour rien dans l'initiative du « désengagement ». Occultées enfin, pour l'instant, les graves réserves de la communauté internationale à l'égard de la « clôture de sécurité » dont le principe est arrêté en février 2005 – une idée de gauche à l'origine, soit dit en passant, dont Sharon a été le farouche adversaire, et qu'il adopte sous la pression d'une opinion publique excédée par les attentats-suicides.

Justement, au-delà des calculs tactiques, cette « clôture de sécurité » permet d'y voir plus clair dans la stratégie de Sharon. L'homme, grand tacticien mais piètre stratège, a fini par comprendre qu'Israël allait, si j'ose dire, dans le mur. Dans l'équation israélo-palestinienne, le maître mot est démographie. D'ores et déjà, entre la Méditerranée et le Jourdain, Juifs et Arabes sont paritaires,

dans une décennie, les premiers seront largement minoritaires. Que l'occupation et la colonisation des Territoires palestiniens se poursuivent, et c'en sera fini du projet sioniste d'un pays où les Juifs puissent déterminer librement leur destin. Se libérer de la Bande de Gaza et son million et demi d'habitants entassés sur un mouchoir de poche de 360 km², devient donc aux yeux d'une droite naguère maximaliste un besoin vital, qui conditionne la survie de l'État d'Israël en tant qu'État « juif ».

Cependant, le démantèlement simultané de quatre points de peuplement en Cisjordanie montre bien que, dans l'esprit de Sharon, l'abandon de Gaza ne suffit pas pour résoudre le problème démographique. Il lui faudra à l'évidence se débarrasser également des dizaines de colonies dispersées au cœur de la population palestinienne en « Judée-Samarie », dont lui-même a été le champion toute catégorie, tout en conservant les gros blocs de colonisation le long de la Ligne verte et autour de Jérusalem. C'est là qu'intervient la « clôture de sécurité », dans sa double fonction : constituer, en effet, un barrage infranchissable pour les candidats au suicide ; et dessiner la frontière orientale de l'État d'Israël. Ce qui sera à l'intérieur de la clôture reviendra à Israël ; ce qui restera à l'extérieur sera rétrocédé aux Palestiniens, dans l'État croupion que le Premier ministre s'est résigné à leur offrir.

C'est dire que cette formidable ligne de défense de quelque sept cent trente kilomètres quienserre la Cisjordanie et coupe Jérusalem de son hinterland palestinien

Cependant, l'évolution la plus marquante, et la plus lourde de conséquences, est sans doute le changement des rapports de force entre les États de la région. Si Proche-Orient nouveau il y a, c'est là qu'il faut le chercher.

Le deuxième cercle

Le vague à l'âme sunnite

Le « monde arabe » est dans un triste état. Les observateurs arabes ne se font d'ailleurs aucune illusion : les commentaires les plus acerbes sur l'état de délabrement dudit « monde arabe », c'est sous la plume de ses journalistes et intellectuels qu'on les lit. Il suffit de feuilleter leurs rapports annuels dans le cadre du Programme des Nations unies sur le développement (PNUD) pour mesurer le degré de lucidité angoissée des rapporteurs : écart croissant de connaissance avec le monde développé, situation catastrophique des femmes, oppression politique, éducation déficiente, infrastructures dégradées, fermeture à l'égard du monde extérieur comme le montrent les statistiques de la traduction d'œuvres étrangères – le monde arabe se débat dans une crise profonde et multiforme qui le rend inapte à relever les défis régionaux et internationaux.

Conséquence et cause tout à la fois, l'islamisme rétrograde et violent n'est qu'un aspect, encore que le plus spectaculaire, de cette crise existentielle. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser ce phénomène, peut-être la grande affaire

de notre époque. Qu'il me suffise d'observer que de nombreux intellectuels arabes libéraux en sont parfaitement conscients et s'expriment avec une liberté de ton croissante. Cela était vrai pour la mouvance djihadiste internationale du style al-Qaïda, dans la foulée du 11 septembre ; cela l'est désormais, depuis la seconde guerre du Liban de l'été 2006 et la campagne de Gaza de janvier 2009, pour le djihadisme palestinien.

La critique des intellectuels libéraux reflète la panique des gouvernements. Assiégés à l'intérieur par la montée en puissance des mouvements islamistes et à l'extérieur par le défi chiite iranien, les principaux États sunnites craignent pour la survie de leurs régimes. Mais « l'unité arabe » est une fiction. Collection d'États-nations aux intérêts divergents et souvent antagoniques que seuls unifient la langue, une culture du ressentiment et un vague soutien de principe à la cause palestinienne, son incapacité à agir de concert se passe de démonstration. Si l'on veut des preuves, on les trouve où l'on veut, de l'incapacité d'unir les rangs autour de l'Irak durant la terrible guerre de huit ans qui l'opposa à l'Iran, en passant par l'inertie face à l'invasion du même Irak par les États-Unis et leurs alliés, et jusqu'à ces grand-messes sans objet que sont les « sommets » arabes. L'accession du Hamas au pouvoir lors des élections palestiniennes de janvier 2006, une première mondiale stupidement imposée par l'administration Bush contre la volonté de Mahmoud Abbas ; la guerre provoquée par le Hezbollah au Liban ; le sanglant coup d'État du Hamas qui a chassé le Fatah de la Bande de Gaza en juin 2007 ; la campagne qui a dévasté le

territoire à la suite de la dénonciation de la trêve avec Israël par le Hamas ; le démantèlement, en février 2009, d'un réseau terroriste du Hezbollah dans le Sinaï, la dernière en date des manifestations de la pénétration irano-chiite au cœur du monde arabo-sunnite – cette série noire rend compte de la grande peur de Riyad, du Caire et d'Amman, explique l'émergence d'un axe de « modérés » et constitue l'arrière-plan de ce que certains n'ont pas craint d'appeler « la guerre froide arabe ».

Les contours des camps en présence ? Les « modérés », emmenés par l'Arabie saoudite et l'Égypte, comptent dans leurs rangs les Émirats arabes unis (EAU), la Jordanie, l'Autorité palestinienne, le Yémen et, au Maghreb, le Maroc et la Tunisie – bref, l'essentiel du monde arabe sunnite. En face, les radicaux se rangent dans « l'arc chiite », qui va de l'Iran au Liban, en passant par la Syrie. Mais rien n'est simple au Proche-Orient, les idéologies pas plus que les alliances. Aussi bien, si je mets « modérés » entre guillemets, c'est parce que ce vocable risque de prêter à confusion. Mieux vaudrait dire pro-Occidentaux, et encore, s'agissant uniquement des régimes. En effet, il faut savoir que c'est dans l'Égypte « modérée » que les sentiments des masses – ou du moins de ceux qui parlent en leur nom – sont le plus violemment anti-américains, et que c'est dans l'Iran « radical » que les États-Unis, voire Israël, jouissent de la meilleure cote de popularité du monde musulman, Turquie comprise.

Par ailleurs, la division entre sunnites et chiites a le mérite de la clarté, mais sa pertinence est partielle. Non

les affiliations religieuses et idéologiques, les chefs de file ont du mal à imposer leur politique. Ainsi, le Qatar, séismographe ultrasensible des rapports de force régionaux, se tient à la charnière des deux camps, en essayant de jouer les bons offices entre les deux, voire à s'imposer, aux dépens de son puissant voisin saoudien et de l'Égypte, comme l'arbitre incontournable des frères ennemis arabes : au Liban après le bras de fer qui a opposé en 2008 le Hezbollah au gouvernement Seniora, chez les Palestiniens dans celui qui met aux prises le Hamas et l'Autorité palestinienne.

Cependant, dans l'affrontement entre « modérés » et « radicaux », un pays fait de plus en plus figure de fléau.

Le jeu syrien

La Syrie est la chauve-souris de la fable, oiseau avec un camp, rongeur avec l'autre, chacun espérant le faire intégrer dans l'espèce qui est la sienne. Par la grâce de sa position stratégique, ce pays sans ressources et gouverné par un régime autoritaire issu d'une petite minorité religieuse méprisée, les Alaouites, a réussi à se rendre incontournable pour toute solution tant soit peu raisonnable des problèmes de la région.

Cela n'avait rien d'évident. Successeur de son père par un pur accident dynastique, Bachar el-Assad faisait piètre figure, ballotté qu'il semblait être entre les factions au pouvoir au Damas, avant de devenir un paria de la communauté internationale après l'assassinat du Premier

ministre Rafic Hariri, en février 2005. Ses forces chassées du Liban par le mouvement du 14 mars, lui-même objet d'une enquête internationale, snobé par les capitales occidentales et par Jérusalem, ouvertement méprisé par ses « frères » arabes du Caire et de Riyad, son sort semblait peu ou prou scellé.

C'était aller vite en besogne. à l'intérieur, l'homme a su s'imposer comme le vrai maître de son régime ; à l'extérieur, l'alliance iranienne et un art consommé de la manœuvre qu'on ne lui soupçonnait point lui ont assuré une marge de manœuvre considérable. Il a fallu, en effet, se rendre à l'évidence : sans lui, rien n'est possible, ni au Liban, où le Hezbollah lui assure une influence que le desserrement de son emprise physique sur ce malheureux pays paraissait avoir condamnée ; ni en Irak, dont le sépare une longue frontière qu'il peut rendre étanche ou poreuse ; ni en Palestine, où il peut régler l'intensité de la « résistance » du Hamas à travers le bureau politique de l'organisation islamiste installé à Damas.

On comprend dès lors que le paria de naguère soit devenu l'un des hommes les plus courtisés de la planète. De hauts responsables américains, européens et arabes se succèdent à Damas, qui ne cessent d'assurer le Président syrien du rôle éminent et éminemment constructif que son pays est appelé à jouer dans la région. L'enjeu, en effet, est de taille : que Bachar se décide à se dégager de l'étreinte iranienne, et alors c'est l'ensemble de la configuration régionale qui s'en trouvera affectée. Sans les armes et l'argent qui transitent par la Syrie ou dont

la Syrie est le fournisseur direct, le Hezbollah ne serait plus qu'un parti politique libanais comme un autre et l'Iran se verrait privé d'un de ses principaux points d'appui au Proche-Orient. Sans le soutien et l'abri de Damas, le Hamas serait obligé de revoir l'ensemble de sa stratégie et le pouvoir, politique autant que militaire, de l'Autorité palestinienne aurait en face de lui un rival considérablement affaibli. Ce serait en fait le début de la fin de « l'arc chiite ».

Est-ce un objectif réaliste ? Oui et non, du moins pas dans l'immédiat. C'est l'alliance avec Téhéran et sa capacité de nuisance dans les trois aires d'action que j'évoquais tantôt qui assurent à Damas sa marge de manœuvre. Incapable de faire front à Israël sur le champ de bataille, ce sont elles qui lui servent de leviers pour maintenir vivace la question du Golan ; une Syrie acceptant sans contrepartie de rejoindre « l'axe du bien », pourquoi Jérusalem songerait-elle à se dessaisir d'un territoire qu'elle a annexé *de jure*, et dont l'importance stratégique est un article de foi pour la plupart des Israéliens ? Mieux, la cour assidue dont la Syrie est l'objet, aussi bien de la part des États-Unis que des Saoudiens et des Égyptiens, n'est-elle pas la preuve de l'efficacité de sa stratégie ? Et pourquoi la Syrie tournerait-elle le dos à l'Iran, au Hamas et au Hezbollah, au moment précis où le président des États-Unis lui-même a pour Téhéran les yeux de Chimène et que les Européens cherchent le dialogue avec les organisations islamistes ?

Cependant, à moins que Damas n'ait fait le choix idéologique définitif de la « résistance », en clair de l'hostilité

L'ombre de l'Iran

Contrairement à ce qui s'est passé au Liban, en Iran c'est l'aile la plus dure du camp intégriste qui l'a remporté : aux élections du 12 juin 2009, Mahmoud Ahmadinejad a été brillamment réélu dès le premier tour, avec plus de 63 % de voix. C'est du moins ce qu'il prétend ; l'opposition, elle, crie à la fraude, et elle manifeste sa colère avec une énergie et une violence dont on avait perdu l'habitude depuis les émeutes estudiantines de 1999.

À l'heure où j'écris ces lignes, il s'avère de plus en plus clairement qu'on a assisté à un véritable coup d'État ourdi, dès avant les élections, par le Guide suprême au bénéfice des pasdarans. Effrayé par la défaite annoncée de son protégé, Khamenei aurait pris les devants en fixant lui-même le taux de participation et les résultats du scrutin. La signification de cet énorme tripatouillage n'est pas claire. La faille au cœur de la classe dirigeante est probablement irréparable, et définitivement compromise sa légitimité, atteinte dans la figure de proue du régime. Celui-ci évolue rapidement vers une forme de dictature militaire dont les pasdarans sont les maîtres et les mollahs la façade. L'espérance de vie d'un tel attelage est impossible à prévoir, tout comme son comportement.

Il n'est même pas certain que les réformateurs iraniens et l'Occident auraient gagné à une victoire de Moussavi, et pas seulement parce que l'homme, vieux cacique du

régime, est moins un réformateur qu'un conservateur pragmatique en dissidence contre une aile plus dure au sein du même régime. Mais en admettant même que Moussavi soit une espèce de Gorbatchev à l'iranienne, dans cet étrange système politique à tiroirs, une démocratie *sui generis* enchâssée dans une théocratie soutenue par les services et les milices armées, sa victoire aurait pu déboucher sur un verrouillage autoritaire du régime, à l'instar de ce qui s'est passé après l'accession de Khatami à la présidence en août 1997. Dans un article du *Boston Globe* (« *Dark side of a reformist win in Iran* », 10 juin 2009), Mohsen Sazegara mettait en garde ses compatriotes contre l'illusion d'un véritable changement de cap de la politique iranienne en cas de victoire d'un réformateur. D'amère expérience, il savait, lui, que le Guide suprême conserverait l'essentiel du pouvoir, empêcherait toute réforme significative et lancerait les sbires du régime contre ses promoteurs. « Je sais de quoi je parle », affirmait-il. En effet, l'homme fut à la fois un des piliers du régime, cofondateur des Gardes révolutionnaires et vice-premier ministre, et une de ses victimes une fois passé à l'opposition. Paradoxalement, c'est l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad qui a mis fin aux activités extra-judiciaires des différents services, dont les activités clandestines étaient devenues grâce à lui inutiles. Sa conclusion : mieux vaut un diable connu qui agit au grand jour qu'un diable caché derrière le paravent trompeur d'un régime réformateur. Ajoutons que la victoire d'Ahmadinejad, malgré le caractère repoussant et provocateur du personnage, ne signifie pas nécessairement le retour pur et simple au *statu quo ante*. L'explosion libertaire de la jeunesse

jusqu'au bout de leur programme d'enrichissement de l'uranium, mais s'arrêteraient au seuil de la fabrication d'engins nucléaires.

Les chances d'un compromis de cette nature ne sont pas mauvaises. La main tendue du président des États-Unis aux Iraniens, comme à l'ensemble du monde musulman, crée un environnement psychologique favorable à la détente, d'autant qu'en Irak, en Afghanistan et au Pakistan il existe une vraie conjonction d'intérêts entre Washington et Téhéran. Le régime, sorti affaibli du spasme consécutif aux élections du 12 juin, ne va certes pas passer sous les fourches caudines, mais il n'a pas intérêt non plus à pousser les Américains à bout. Une solution de ce genre lui offrirait donc une porte de sortie honorable : il sauvegarderait l'essentiel – l'acquis nucléaire, le prestige politique et la capacité de dissuasion –, tout en évitant de tout perdre, et de se perdre, dans un coup de poker à l'issue incertaine.

La fin du « Proche-Orient arabe » ?

Dans ce chaudron de passions religieuses, de frustrations sociales et culturelles et de violence qu'est le Proche-Orient, un fait émerge, incontournable : les États arabes sunnites se trouvent sur la défensive. L'invasion de l'Irak par les Anglo-Américains a précipité le bouleversement de la carte géopolitique de la région au profit des puissances non arabes : Israël, qui n'a plus à craindre la constitution d'un front conventionnel sur son flanc oriental ; la Turquie, dont la puissance militaire, l'entregent économique et le

triple rôle atlantique, européen et régional font un arbitre courtisé par tout le monde ; et l'Iran, désormais débarrassé de son principal rival et plus que jamais décidé à faire du Golfe un lac perse.

Dans cette configuration nouvelle, les vieilles alliances sont mises à mal, et d'abord la plus ancienne et la plus solide : celle nouée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par les États-Unis et la Maison des Saoud. Fondée sur l'or noir et une commune détestation du communisme, cette alliance a acquis une nouvelle dimension après la révolution khomeyniste de février 1979 et l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en décembre de la même année. La « doctrine Carter », renforcée deux ans plus tard par le « corollaire Reagan », a érigé le Golfe et le principal allié des États-Unis dans la région, l'Arabie saoudite, en une frontière stratégique américaine, à être défendue coûte que coûte. La première guerre du Golfe est venue prouver que ce n'était pas là vaines paroles.

Le premier accroc sérieux à cette alliance apparemment indestructible s'est produit le 11 septembre 2001, lorsque les Américains ont découvert l'ampleur de la contribution saoudienne au djihadisme international. Le second et le plus grave fut l'invasion de l'Irak, qui a laissé les Saoudiens dans un face-à-face angoissant avec leur puissant voisin chiite. Apparemment incapables de se dégager du borbier irakien et de dicter leur loi au régime de Téhéran et à ses supplétifs syriens, libanais et palestiniens, les Américains ont beaucoup perdu de

Riyad et du Caire et qui, à l'heure qu'il est, attend toujours que Téhéran veuille bien s'en saisir.

Il n'empêche, ces *caveat* ne signifient pas qu'un accord de paix israélo-palestinien n'aurait pas d'effets bénéfiques sur l'équilibre des forces dans la région. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que, si tous les chemins du Proche-Orient ne passent pas nécessairement par Jérusalem, toutes leurs voies d'accès y passent bel et bien.

Surtout, quand bien même il s'avérerait que tout n'était qu'illusion, et que ledit équilibre des forces se soucie comme d'une guigne du sort du « processus de paix », c'est en lui-même, pour ses propres mérites, qu'il importerait de le mener à bien. Le sort des peuples en dépend ; son échec fera leur malheur, son succès assurera leur avenir.

Mais en sont-ils capables ? Il est temps de jeter un coup d'œil sur les principaux protagonistes de la pièce tragique qui se joue depuis un siècle au Proche-Orient.

Le premier cercle

*La Palestine, un quasi-État en guerre civile larvée,
ou que faire avec le Hamas ?*

Comme pour tout ce qui touche le conflit israélo-palestinien, l'appréciation des réalités sur le terrain, des deux côtés de la barricade, est badigeonnée d'une couche

épaisse d'idéologie. On voit non ce qui est, mais ce qu'on a choisi de voir. C'est humain ; et c'est politiquement catastrophique.

Lorsque la droite israélienne proclame qu'« il n'y a pas avec qui parler », elle n'a pas entièrement tort : il n'existe pas de voix palestinienne unique et autorisée capable de parler au nom de l'ensemble du peuple palestinien. Mais ce que ses ténors oublient de préciser, c'est que l'État d'Israël n'est pas tout à fait innocent de cet état de choses. Lorsque la gauche, ou ce qu'il en reste, accuse ses adversaires de ne pas souhaiter d'interlocuteurs palestiniens, elle n'a pas tort non plus. Mais elle se trompe quand elle affirme qu'il suffit d'en vouloir pour en trouver de crédibles. Car il est vrai que la Palestine est un champ politique en ruine. Plantons rapidement le décor.

L'histoire de l'Autorité palestinienne issue des accords d'Oslo est une longue descente aux enfers. Arafat et ses hommes revenus avec lui de l'exil tunisien n'ont pas su intégrer dans leur système de pouvoir, miné par la corruption et vivant de la charité internationale, la jeune génération parvenue à la maturité sur place, sous occupation israélienne. Surtout, ayant fait le choix stratégique d'un compromis historique avec Israël, elle s'est montrée incapable d'y parvenir. Elle aurait pu prendre appui sur ses partenaires occidentaux et sur le camp de la paix israélien pour l'arracher à un adversaire récalcitrant mais faible ; elle a préféré, nous l'avons vu, surfer sur la violence, et ce faisant s'est aliéné les premiers et liquidé le second. C'est ce choix désastreux qui, sous les terribles coups de

boutoir de Tsahal, a conduit à la destruction, non seulement de ses propres institutions, mais de la société palestinienne elle-même. Lorsque Mahmoud Abbas, homme d'État réaliste et sincèrement attaché à une solution raisonnable du conflit, eut enfin remplacé un Arafat discrédité jusqu'à permettre à Sharon de le maintenir prisonnier dans son propre QG de Ramallah, il était trop tard : le Hamas était déjà en mesure de se poser en alternative crédible, du moins dans son bastion de Gaza. Voilà donc l'entité palestinienne pourvue non d'un gouvernement, mais de deux, engagés sous les yeux de l'adversaire israélien et de la communauté internationale dans une guerre civile froide, qui se réchauffe de temps à autre en brusques accès de violence.

Or, la rivalité entre le Fatah, l'épine dorsale de l'Autorité palestinienne, et le Hamas ne relève pas uniquement d'une simple compétition pour le pouvoir, aussi acerbe soit-elle. Les deux principales branches du mouvement national palestinien nourrissent des idéologies radicalement différentes et, partant, des conceptions radicalement différentes de la solution au problème du conflit avec Israël. On objecte généralement que le Fatah s'était constitué lui-même dans le refus radical d'Israël et que, sous la pression des circonstances, il a fait sa mue idéologique ; pourquoi en serait-il différemment avec le Hamas ? C'est oublier que les deux mouvements ne relèvent pas de la même logique de combat. Le Fatah était et reste un mouvement national, laïque autant que faire se peut en milieu musulman, et dont l'objectif était et reste la création d'un État-nation. Aussi radicale soit-elle, une telle organisation

la région, George Mitchell, d'user de son influence sur le Hamas pour l'amener à coopérer. Pourquoi les Syriens feraient-ils cela ? Eh bien, pour prix de leurs bons offices, Washington a promis d'envoyer un ambassadeur à Damas – le dernier avait été rappelé après l'assassinat de Rafic Hariri – et de s'intéresser de plus près à la piste israélo-syrienne. Mais oui, tout se tient au Proche-Orient...

Israël, une démocratie en crise permanente

Au cœur d'un Proche-Orient plongé tout entier dans le sous-développement, Israël fait figure d'exception. Avec un PIB par tête d'habitant proche des normes européennes, une économie puissante et diversifiée et un secteur fondé sur le savoir qui en fait l'un des premiers centres de hautes technologies de la planète, c'est un pays du premier monde, entré de plain-pied dans la mondialisation.

Pour qui embrasse d'un coup d'œil les six décennies qui se sont écoulées depuis sa création, son évolution tient du miracle. Née de la guerre et dans la guerre, trois années à peine après la clôture du chapitre le plus cruel de l'histoire des hommes, la chétive entité à laquelle peu donnaient à l'époque une chance raisonnable de survie, a fait mentir tous les pronostics et fait preuve d'une formidable capacité de résistance. Israël a su défaire des ennemis acharnés à le détruire, jusqu'à les forcer à admettre l'inéluctabilité de son existence et à signer la paix avec lui. Assiégé et se battant sans cesse pour sa survie, il n'en

a pas moins réussi la plus extraordinaire entreprise d'intégration d'immigrés de l'histoire des migrations humaines. Il a offert le cadre à l'émergence d'une culture nationale vigoureuse, fondée sur l'étonnante aventure de la réinvention d'une langue ancienne à demi-morte. Et, à l'encontre de l'expérience commune des peuples en guerre permanente, il a accompli tout cela tout en faisant preuve d'une vitalité démocratique exemplaire. Osons l'affirmer, parce que c'est vrai : parmi les communautés humaines originales nées au XX^e siècle, deux seules ont connu un tel succès, aussi complet que l'expérience humaine le permet : l'Europe et Israël.

Nuançons maintenant. Car, à l'évidence, « il y a quelque chose de pourri dans le royaume d'Israël ». L'éducation, jadis de bon niveau, est à vau-l'eau. Les universités, autrefois florissantes, souffrent d'une misère budgétaire qui est elle-même le fruit d'une politique myope et analphabète. Dans un pays fondé sur l'idéal égalitaire, les écarts sociaux sont devenus obscènes – les plus larges, en fait, du monde développé après les États-Unis. La classe politique est d'une indigence affligeante ; il suffit d'observer que, là où la situation exigerait un Ben Gourion, on se retrouve avec un Netanyahou. De fait, les meilleurs esprits boudent la politique, considérée avec un mépris aussi peu dissimulé que dommageable pour la santé démocratique du pays. Dans une presse autrefois vigoureuse et diversifiée, aujourd'hui tombée aux mains de trois grandes familles monopolistes et normalisée, seul sauve l'honneur le quotidien *Haaretz*. Les partis, parfaitement clonés, ne sont plus que de vulgaires pourvoyeurs de candidats au

pouvoir. Le Parti travailliste, qui a fait ce pays, en voie de disparition, et le Likoud vidé de sa substance par la mort clinique du Grand Israël, le débat idéologique est devenu une affaire privée. Bien malin, en effet, qui pourra distinguer les programmes, et surtout les comportements, de la « droite », de la « gauche » ou du « centre », de Netanyahu, Barak et Tzipi Livni. Pour trouver quelque vigueur idéologique, il faut aller aux extrêmes, surtout à l'extrême droite nationaliste et religieuse. Dans ce vide politique et idéologique, l'armée remplit un rôle disproportionné. Or, ce n'est pas la même armée. Le seul élément sociologique idéologiquement motivé étant désormais la droite national-religieuse, les unités combattantes sont de plus en plus peuplées de jeunes portant la kippa crochetée caractéristique de ce courant. Une raison de plus, et pas des moindres, pour se dépêcher de régler la question palestinienne...

Qu'est-ce qui s'est passé, ou, pour user d'une expression anglaise plus éloquente, *what went wrong*? Pour une part, l'explication tient à l'évolution de la société israélienne elle-même. Le collectif mobilisé des origines, serré autour de ses chefs et de son idéologie fondatrice, a cédé sous la double influence de l'immigration de masse et de la mondialisation. Le succès même du sionisme l'a vidé de sa substance et l'a privé de sa capacité de mobilisation. Dans les années 1980, Israël s'est réveillé de son long rêve unitaire et s'est découvert une mosaïque de tribus, chacune avec sa mémoire plus ou moins blessée, ses coutumes ancestrales, ses chefs...

s'est jouée de Sharon. Elle doit se poulécher les babines, puisque le plus beau festin est encore devant elle.

*

Où en sommes-nous aujourd'hui ? En Cisjordanie vivent 295 000 colons dans deux cent vingt-sept implantations de dimensions inégales et de statuts différents, auxquels il faut ajouter environ le même nombre dans les quartiers construits autour de Jérusalem depuis la conquête de la Vieille Ville. Il existe trois types d'implantations. Le premier, qui concentre environ 80 % de la population des colons sur 6 % de la Cisjordanie, est constitué de blocs compacts, le long de la Ligne verte, et dont les différents plans de paix prévoient l'annexion à Israël en échange d'un territoire équivalent prélevé sur le désert du Néguev : du nord au sud, Ariel, Maalé Adumim, Goush Étzion. Le deuxième regroupe les implantations « légales », c'est-à-dire autorisées par le gouvernement, qui sont éparpillées à travers le territoire au-delà de la barrière de sécurité. Le troisième, enfin, c'est la centaine de colonies « sauvages » (*outposts*), érigées sur des terres volées à leurs propriétaires palestiniens, dont plus de la moitié du temps du gouvernement Sharon et avec son encouragement explicite, et illégales aux yeux du gouvernement de Jérusalem lui-même. « Illégales », certes, mais bâties au vu et au su du souverain du territoire, Tsahal, protégées par ses soldats et pour la plupart connectées aux réseaux nationaux d'électricité, d'eau et de téléphone.

Prétendre que les colonies « ne constituent pas un obstacle à la paix » est une imposture. Un coup d'œil

sur la carte de la colonisation de type 2 suffit pour montrer qu'elles ont été plantées de manière à empêcher la création d'un État palestinien « contigu et viable », celles de type 3 jouant un rôle de ceinture protectrice autour des premières. Or, la qualité des colons qui s'y sont installés fait de ces points de peuplement des bombes à retardement.

Il faut savoir que la moitié environ des colons installés en « Judée-Samarie » ne sont pas religieux et que la plupart y vivent pour des raisons qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'idéologie et beaucoup à voir avec les avantages fiscaux, la qualité de vie, la gratuité des infrastructures et le prix modique de l'habitat. Ceux-là accepteront de s'évacuer moyennant compensation. Quelque 50 000 colons forment un noyau dur idéologiquement motivé, qui, on en a eu un avant-goût dans la Bande de Gaza, ne lâcheront pas facilement le morceau. Enfin, une poignée de fanatiques difficile à estimer, mais probablement forte de plusieurs milliers d'individus, est, elle, prête au coup de feu. Ce sont ces « jeunes des collines » qui peuplent les implantations « sauvages ».

Sous la pression américaine, enfin conséquente, l'incroyable complicité entre un État de droit et une entreprise criminelle de spoliation vit ses derniers jours. Certes, l'hostilité de Washington à l'égard de la colonisation israélienne n'est pas nouvelle. Mais, d'une manière ou d'une autre, tous les Premiers ministres d'Israël ont réussi à rouler leurs interlocuteurs américains dans la farine, et ces derniers ont réagi mollement, en protestant pour la

forme et, à l'exception du tandem Bush (père)-Baker, en ne faisant rien sur le fond. Distinction oiseuse à la Rabin entre « implantations de sécurité » et « implantations politiques » ; vagues promesses orales d'éviter des gestes unilatéraux susceptibles d'affecter l'accord définitif ; engagements, restés lettre morte, de délimiter avec précision l'aire des colonies ; l'invention par Sharon d'une équation faisant dépendre le respect de ses engagements du respect par les Palestiniens de leurs propres obligations – selon la formule élégante de Netanyahou, « *If they give, they will get, if they don't give, they won't get* » – ; et, surtout le mythe absurde de la « croissance naturelle » – à un taux de 100 % entre 2001 et 2009 –, une expansion démographique qui fait des colons, de très loin, la population la plus fertile au monde : les Américains ont tout avalé avec le sourire.

L'administration Obama semble déterminée à en finir avec cette farce futile et déshonorante. Le rapport Mitchell de mai 2001 est on ne peut plus clair : le gel total de toute construction dans les colonies, « croissance naturelle » comprise. C'est ce même Mitchell qui a repris aujourd'hui du service en tant que représentant personnel du Président dans la région.

*

Si je fais tant de cas des colonies, ce n'est pas parce que je pense que leur gel et, en fin de compte, le démantèlement de la plupart d'entre elles suffiront à eux seuls à apporter la paix dans notre malheureuse contrée. Je n'ignore pas que d'autres obstacles redoutables se dres-

juillet 1937 par la commission britannique venue en Palestine enquêter sur les causes de la grande révolte arabe, endossée par la communauté internationale dix ans plus tard, il lui a fallu plus d'un demi-siècle pour être plus ou moins acceptée par tous les acteurs du conflit, à l'exception des franges folles des deux mouvements nationaux concurrents.

Mais accepter l'idée du partage ne suffit pas. Encore faut-il savoir de quel partage il s'agit, et comment il convient de résoudre les autres aspects, non territoriaux, du conflit. En attendant d'en dessiner plus en détail les contours, contentons-nous d'en définir le principe : la frontière entre l'État d'Israël et l'État de Palestine à venir existe. Admise par l'ensemble de la communauté internationale comme, désormais, par les États de la Ligue arabe et par l'Autorité palestinienne, cette frontière coïncide avec la « Ligne verte » qui sépare, depuis les accords d'armistice de Rhodes consécutifs à la guerre d'Indépendance d'Israël, le territoire souverain de celui-ci des territoires palestiniens conquis lors de la guerre des Six Jours. Il reste à savoir comment et dans quelles conditions elle pourrait acquérir enfin le statut officiel qui lui manque encore. Et, surtout, par qui.

De l'extrême faiblesse des parties en présence

Dans une série d'entretiens qu'il a accordés à la presse israélienne et internationale avant de quitter la scène, Ehud Olmert a pris soin de dresser au bénéfice de la postérité

l'inventaire de ses idées sur la manière dont il convient de mettre fin au conflit israélo-palestinien. En voici un résumé fidèle : inutile d'essayer de s'accrocher aux Territoires, leur rétrocession est inéluctable. Il faut donc se préparer à revenir aux frontières de 1967, avec des rectifications mineures et mutuellement admises. Diviser Jérusalem sera un crève-cœur, mais nous n'y échapperons pas. Ces sacrifices sont assurément douloureux, mais l'avenir même de l'État juif l'exige.

Il n'y a aucune raison de douter de la sincérité du Premier ministre, qui a d'ailleurs négocié sur ces bases avec son partenaire, Mahmoud Abbas. à la fin de l'été de 2008, alors même qu'un accord de coalition le liant au parti ultra-orthodoxe Shass stipulait qu'il lui était interdit de négocier le statut de Jérusalem, il franchissait cette ligne rouge en offrant aux Palestiniens l'internationalisation du périmètre des Lieux saints. Soustrait à toute souveraineté, le « Bassin sacré » serait administré par un comité conjoint où se retrouveraient à pied d'égalité Saoudiens, Jordaniens, Palestiniens, Israéliens et Américains (*Haaretz*, 23 juin 2009). C'était renoncer à la souveraineté israélienne sur le Mont du Temple et la Vieille Ville sauf le Quartier juif et le Mont des Oliviers. Pour l'ensemble de la Cisjordanie, Olmert suggérait de rétrocéder aux Palestiniens près de 94 % du territoire et de les compenser du reste par un territoire équivalent et un corridor entre la rive occidentale et la Bande de Gaza. Enfin, s'il a rejeté le « droit au retour » des réfugiés en Israël même, il s'est dit prêt à en admettre un petit nombre à titre humanitaire. De l'aveu de Saeb Erekat, le négociateur en chef

faiblesse politique disponible, sa position sur l'échiquier politique utile. à sa droite, excepté les franges extrêmes du camp national-religieux, il n'y a personne. Alors que, comme au temps de Rabin, les Travaillistes auraient affaire à lui. C'était vrai voici trente ans, lorsque Menahem Begin a rendu le Sinaï à l'Égypte contre une partie de son camp, mais avec les voix des Travaillistes, ce fut encore vrai au moment où Sharon a dû briser le Likoud pour accomplir son « désengagement » de la Bande de Gaza. Cela devrait se reproduire aujourd'hui. Que Netanyahou fasse ce qu'il doit, et il aura avec lui les trois quarts du peuple d'Israël.

Aussi bien, paradoxalement, l'accession de Netanyahou aux affaires offre aux Américains une marge de manœuvre appréciable. Par lui ou malgré lui, ils sont en position d'arracher la région aux affres de la guerre et d'imposer la paix. à condition qu'ils comprennent combien futile il serait de compter sur un changement d'équipe à Jérusalem. En Israël, la faiblesse n'est pas une question de personne, du moins pas seulement ; elle est inhérente à son système politique.

*

Il en va de même chez les Palestiniens. Sauf qu'en Israël, ce sont les gouvernements qui souffrent de débilité chronique, alors que chez les Palestiniens, c'est le régime. à la fin juillet 2009, un sixième épisode de l'interminable saga de la « réconciliation » palestinienne qui se joue au Caire sous la houlette du général Omar Suleyman, le patron des Renseignements égyptiens, s'est terminé en déconfiture. Cette fois, cela semblait pourtant bien parti.

Un plan convainquant était sur la table (*supra*), lequel bénéficiait d'un environnement favorable. Le discours de Barack Obama au Caire avait détendu l'atmosphère, Damas paraissait mieux disposé que jamais et les chefs politiques du Hamas, Khaled Meshal en tête, laissaient planer l'espoir d'un règlement. Mahmoud Abbas, soutenu par l'ensemble de la communauté internationale, États-Unis compris, comme jamais Arafat ne l'avait été, pouvait légitimement espérer la mise en place d'une trêve de longue durée entre le Hamas et Israël, la fin du blocus de Gaza et, surtout, des élections présidentielles et législatives dont les derniers sondages le donnaient, lui et le Fatah, largement gagnants.

C'est bien ce qui a convaincu l'aile militaire du Hamas qu'il était dans son intérêt de torpiller l'initiative égyptienne. En effet, sans même avoir à renoncer explicitement à ses présupposés idéologiques, l'engrenage dans lequel on cherchait à l'entraîner risquait de lui être fatal. Le comité conjoint censé gérer les fonds de la reconstruction du territoire allait rogner ses compétences, la force militaire arabe multinationale ne pouvait manquer d'affaiblir la sienne et, dans une atmosphère apaisée par l'arrivée des fonds de la reconstruction et la sécurité retrouvée, ses chances de gagner les élections prévues pour janvier 2010 paraissaient minces. Dans le jeu à somme nulle que jouent l'Autorité palestinienne et son frère ennemi de Gaza la survie de l'un passe par l'anéantissement de l'autre. L'unité palestinienne n'est pas pour demain.

là-dessus, et il lâchera sur tout le reste. En effet, la distinction entre colonies « illégales » et « légales » est une illusion israélienne : aux yeux du monde entier, Américains compris, c'est l'ensemble de la colonisation qui est illégale, les colonies « sauvages » n'étant que les avant-postes de la vaste entreprise de dépossession des Palestiniens engagée dès après la guerre des Six Jours.

Cependant, Barack Obama n'est pas un émule du général de Gaulle ; pour lui, rééquilibrage ne signifie pas renversement d'alliances. C'est au Caire, un des hauts lieux de l'antisémitisme arabo-musulman, qu'il s'est élevé en termes solennels contre le négationnisme, a affirmé le « lien indestructible » des États-Unis avec Israël et exigé des adversaires de l'État juif la reconnaissance à laquelle il a droit. Et, en échange de l'arrêt total de la colonisation, et pour le faciliter, il demande aux États arabes d'entamer un processus de normalisation avec Jérusalem avant même la conclusion d'un accord de paix en bonne et due forme.

Pour le gouvernement de Jérusalem, le réveil est brutal. Le choc est d'autant plus grand qu'il survient après un long sommeil qui a anesthésié son sens des réalités et qu'il le place devant un choix douloureux : résister à Obama ou résister aux colons. Mais est-ce véritablement un choix ? En fait, il est temps de comprendre qu'aucun gouvernement israélien, quel qu'il soit, ne peut se permettre de se priver du seul allié de poids dont il dispose de par le vaste monde. Rester seul avec la Micronésie et la Papouasie Nouvelle-Guinée, ses deux autres alliés indéfectibles, n'est pas vraiment une option. Certes, Israël

AUJOURD'HUI, OU PEUT-ÊTRE JAMAIS

n'est pas une colonie américaine, et même les États-Unis seraient impuissants à obtenir de lui qu'il se soumit à un diktat susceptible de mettre en danger son existence. Mais personne ne lui demandera cela. Ce qu'on lui demande, c'est de mettre sa politique en conformité avec le droit international et, ce qui est plus important, avec ses propres intérêts fondamentaux. Il serait bon qu'il s'y résolût par lui-même ; s'il s'en avère incapable, il faudra l'y pousser, aussi gentiment que possible. C'est la tâche historique des États-Unis d'Obama.

Être un « honnête courtier », c'est être l'ami des deux parties. C'est à cette condition que la « nation indispensable » pourra remplir cette tâche historique et imposer enfin la paix au Proche-Orient. On sait désormais comment.

EN GUISE DE CONCLUSION :
ADRESSE AU PRÉSIDENT
DES ÉTATS-UNIS

Monsieur le Président,

Ce petit livre n'est pas un exercice de style, encore moins une coquetterie d'écrivain en mal de publicité. C'est un appel pressant et un cri d'alarme. Une marque de confiance, aussi, en vos capacités d'écoute et d'action. Vous avez surgi sur la scène du monde comme une immense espérance. Cette vague qui porte vers vous les attentes des peuples, c'est vous qui l'avez provoquée. Il vous appartient de ne pas les décevoir.

Cela est vrai un peu partout, mais je prêche pour ma paroisse, si j'ose dire, pour ce Proche-Orient en lambeaux qui n'en finit pas de se déchirer et qui a besoin de paix comme le voyageur dans le désert a besoin d'eau. Car si une paix durable entre Israël et le peuple palestinien n'est sans doute pas la condition suffisante pour assurer la défaite du terrorisme international, ou le développement de la démocratie dans le monde arabe, ou même

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
EN GUISE DE PROLOGUE :	
LA LOGIQUE D'UNE GUERRE DE CENT ANS	15
LE « PROCESSUS DE PAIX » :	
LEÇONS D'UNE FAILLITE	43
Oslo, une révolution gâchée	44
<i>La promesse</i>	44
<i>... et comment l'enterrer</i>	45
<i>La tentative avortée de Camp David 2</i>	50
La paix introuvable	55
<i>La pierre philosophale : les paramètres Clinton</i>	55
<i>Le choix du pire : la seconde Intifada</i>	59
<i>Le choix du moindre mal :</i>	
<i>l'évacuation unilatérale</i>	65
<i>Un « processus » en trompe-l'œil</i>	69
UN « NOUVEAU PROCHE-ORIENT », EN EFFET	75
Le deuxième cercle	76
<i>Le vague à l'âme sunnite</i>	76
<i>Le jeu syrien</i>	81
<i>Le Liban sur la corde raide</i>	85
<i>L'ombre de l'Iran</i>	88
<i>La fin du « Proche-Orient arabe » ?</i>	100

Le premier cercle	105
<i>La Palestine, un quasi-État en guerre civile larvée,</i> <i>ou que faire avec le Hamas ?</i>	105
<i>Israël, une démocratie en crise permanente</i>	119
AUJOURD’HUI, OU PEUT-ÊTRE JAMAIS	133
Retour à la raison.	134
De l’extrême faiblesse des parties en présence	139
L’impératif catégorique de la « nation indispensable »	147
SEPT PRINCIPES D’ACTION POUR FAIRE (ENFIN) LA PAIX.	159
EN GUISE DE CONCLUSION : ADRESSE AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS	175
TABLE DES MATIÈRES	181